

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Santé communautaire : cap sur le plaidoyer auprès des États de l'UA

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU  
Libreville/Gabon

**A**U terme de l'atelier d'analyse de la situation du personnel, des programmes du système de santé communautaire en Afrique, dont les assises ont pris fin le 8 septembre passé, les participants ont pris l'engagement de poursuivre les réflexions et de multiplier les plaidoyers auprès des États membres de l'Union africaine (UA). Ce, en vue de l'amélioration dudit système de santé. Pour les experts africains ayant pris part aux travaux de cet atelier à Libreville, il faut

davantage affiner l'ensemble des stratégies visant à recueillir les informations nécessaires sur les schémas de mise en œuvre des programmes de santé communautaire dans les régions respectives et les pays spécifiques. C'est-à-dire, avoir un plan stratégique qui leur permettra de se documenter davantage sur le projet, par l'organisation d'autres ateliers, sur l'ensemble des pays concernés par la question de santé communautaire. Avant "d'élever la voix pour une plaidoirie efficace auprès des États, pour renforcer la main-d'œuvre et le système de santé communautaire, pour avoir le soutien politique et

les allocations des ressources", précise un des participants, Thadée Niyoyitungira, chef d'unité de santé communautaire Africa CDC. Et d'ajouter qu'il s'agit là de se "conformer aux recommandations de l'Union africaine lors de la 19e session ordinaire des chefs d'États et de gouvernements, dont le recrutement de 2 millions d'agents de santé communautaire et demander aux partenaires de soutenir la mise en œuvre de ce système de santé".



Photo: BOTOUNOU

Les participants lors de la clôture de l'atelier.

## Cancers féminins: l'Asafac poursuit la sensibilisation

G.R.M  
Libreville/Gabon

**"L**E cancer est une maladie comme toutes les autres. Plus tôt on la détecte, plus on a des chances d'en guérir". Ces mots rassurants sont de Fatou Bourbou, membre de l'Association pour le soutien et l'aide aux femmes atteintes de cancer (Asafac). C'était à l'occasion de la représentation le 3 septembre dernier à Owendo d'une pièce de théâtre. Ce, dans le cadre du programme de sensibilisation et de conscientisation sur les cancers à l'initiative de ladite association. Dénommée "Huis clos avec les Phénix", la pièce de théâtre s'est voulue un moment à la fois didactique et de divertissement. Sur l'estrade, des femmes se succèdent avec pour point commun la détermination de faire accepter à tous ce mal dont sont atteintes les femmes. Cette pièce de théâtre vise à mettre effectivement l'accent sur les discriminations de genre femme-homme, explique Jeanne d'Arc Kong-Ndes, la présidente de l'Asafac. "En effet, nous constatons avec regret que, face

à une même situation de maladie, contrairement aux hommes, les femmes atteintes du cancer sont plus sujettes aux stéréotypes, aux violences verbales, psychologiques, voire physiques. Elles sont stigmatisées et, pour certaines, répudiées par leurs conjoints", dénonce-t-elle. En un mot, la pièce se veut être un plaidoyer en faveur des femmes atteintes de cancer. Pour ainsi dire, des femmes vulnérables, fragilisées par la maladie, les traitements onéreux et la stigmatisation. Comme celles qui ont déjà eu lieu, la pièce de théâtre organisée à Owendo a été jouée par des femmes résilientes, qui ont réussi à dépasser leurs limites et aller chercher au fond d'elles le talent insoupçonné dont elles n'avaient pas conscience jusque-là. Ainsi, développe-t-elle des activités de prévention mais aussi d'aide, de soutien et d'accompagnement des personnes cibles. "Aujourd'hui, plus de 150 mille personnes ont été touchées par nos différentes campagnes", assure Mme Kong-Ndes. Il convient de noter que l'Asafac est engagée depuis plus de 5 ans dans la lutte contre les cancers féminins.

## Oyem: les gestionnaires des données du paludisme en formation

E.EBANG MVE  
Oyem/Gabon

**L**ES gestionnaires des cas et des données statistiques du paludisme dans la région sanitaire nord viennent de boucler une semaine de formation. Les travaux de cet atelier ont été ouverts en présence du directeur régional de santé nord, Dr Ludger Boulingui Boulingui.

Ce séminaire était organisé par le gouvernement via le ministère de la Santé, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Son but, "améliorer la compétence et valider les données sur le paludisme de l'année 2021 jusqu'en avril 2022, dans trois régions sanitaires à faibles données statistiques", a expliqué la cheffe de mission, Diane Andy Igouwé, par ailleurs agent au Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), à Libreville. Et a justifié la tenue de cet atelier de "Supervision formative et des gestionnaires et validation régionale des données du paludisme dans les régions sanitaires Sud, Centre-Est et Nord", par le fait que le Gabon, à l'instar des autres pays membres de l'OMS, a adhéré à la stratégie mondiale d'élimination du paludisme à l'horizon 2030. Une stratégie qui s'appuie sur



Photo: EEM

Une phase de la formation des gestionnaires sur les données du paludisme à Oyem.

trois piliers et deux éléments de soutien qui orientent les efforts mondiaux vers l'élimination du paludisme. À savoir: garantir l'accès universel à la prévention, au diagnostic et au traitement du paludisme; accélérer les efforts de l'élimination et l'obtention du statut d'exempt de paludisme; faire de la surveillance épidémiologique du paludisme une intervention de base. Durant la formation, les gestionnaires des données des structures sanitaires publiques des trois régions sanitaires ciblées ont été supervisés sur le remplissage de l'outil de collecte des données sur le paludisme. "Il était question de vérifier la cohérence des informations notifiées par les gestionnaires des données en présence des superviseurs centraux", précise

Diane Andy Igouwé. Il ressort qu'après 4 ateliers de validation de données, organisés de 2012 à 2015 à l'intention des structures publiques, la remontée des données statistiques est restée un problème très préoccupant. Avec un faible taux de complétude des données de 2021 (57%) d'une part, et données inexploitable d'autre part. "Ce qui complique davantage l'analyse et l'interprétation des indicateurs de surveillance épidémiologique du paludisme, facteur indispensable à la prise de décision", a relevé un agent de l'appui au programme. À noter que cette formation était conjointement assurée par Dr Ghislaine Nkone Asseko de l'OMS, Jean Paul Medzegue et Lucienne Maguawou de l'appui au PNL.